



72^e session de l'Assemblée générale

5^e commission

Point 149 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies: Questions transversales

Administrative and budgetary aspects of the financing of the United Nations peacekeeping operations: Cross-cutting issues

New York, le 15 mai 2018

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation des différents rapports du Secrétaire général et du CCQAB relatifs à ce point de l'ordre du jour.

Nous souhaitons tout d'abord saisir cette occasion pour remercier tout le personnel des Nations Unies participant aux opérations de paix pour son dévouement et le travail remarquable qu'il a accompli. Nous tenons également à rendre un hommage particulier à tous ceux qui ont payé le prix ultime au nom de la paix.

Monsieur le Président,

Nos délégations aimeraient souligner trois points que nous jugeons particulièrement importants.

Premièrement, si **la prévention est le moyen le plus efficace de gérer les conflits violents, c'est aussi le moins onéreux**. Les mesures de prévention et de pérennisation de la paix sont un investissement rentable. Non seulement elles sauvent des vies et aident les sociétés à prospérer, mais elles procurent aussi d'énormes avantages économiques: comme le montre une étude menée conjointement par l'ONU et la Banque mondiale, une prévention efficace permettrait à la communauté internationale et aux pays concernés d'économiser entre 5 et 70 milliards de dollars par an. Nous saluons vivement le fait que le Secrétaire général ait fait de la prévention sa priorité. De même, nous

approuvons pleinement les recommandations du Secrétaire général visant à donner un nouvel élan à la primauté de la politique, à la prévention et à la médiation, trois objectifs énoncés dans les rapports décisifs publiés récemment, ainsi que dans la réforme du pilier paix et sécurité des Nations Unies.

Deuxièmement, nos délégations saluent **l'intégration et l'expansion plus systématiques des activités programmatiques menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix**. Nous encourageons le Secrétaire général à assurer leur efficacité et leur cohérence politique, afin d'en améliorer l'impact. Nous nous félicitons également des propositions du Secrétaire général visant à **renforcer la gestion environnementale dans les opérations de maintien de la paix**. La priorité doit être accordée au plein respect du principe «ne pas nuire» préconisé dans le cadre de la stratégie environnementale à long terme établie pour toutes les missions sur le terrain.

Troisièmement, et en guise de conclusion, nos délégations sont consternées par le nombre élevé d'allégations **d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises dans le contexte de missions sur le terrain**, ainsi que par la persistance des pires formes qu'elles peuvent prendre. Nous saluons l'engagement pris par le Secrétaire général pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, ainsi que les mesures qu'il a adoptées à cette fin. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. La prévention, les enquêtes et la reddition de compte par les coupables, ainsi que le soutien aux victimes doivent être des priorités. Nous partageons la préoccupation exprimée par le CCQAB et relevons avec inquiétude que le Secrétariat n'a toujours pas adopté d'approche commune à toutes les entités du système des Nations Unies pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels. Il incombe au Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination de déployer des efforts supplémentaires afin d'assurer la cohérence et la cohésion dans ce domaine. En outre, nous constatons avec une certaine préoccupation l'absence de plateforme commune et de mécanismes établis pour garantir que l'ensemble des services et des bases de données aient accès aux mêmes informations en temps utile; nous encourageons dès lors le Secrétaire général à intervenir rapidement pour améliorer cette situation.

Monsieur le Président,

Nos délégations participeront de manière active et constructive aux délibérations portant sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, nous vous remercions.

Mr Chairman,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the submission of the various reports of the Secretary-General and of the ACABQ relating to this agenda item.

We would first of all like to take this opportunity to commend the commitment and hard work of all UN personnel involved in peace operations. We also want to pay special tribute to all those who have paid the ultimate price in the pursuit of peace.

Mr Chairman,

Our delegations would like to highlight three points we consider to be particularly important:

First, **the best and most effective way to deal with violent conflicts is to prevent them - it is also the cheapest way.** Investing in prevention and sustaining peace pays off. It not only saves lives and helps societies prosper, it also provides huge economic benefits: effective prevention would save anywhere from USD 5 billion to USD 70 billion per year for the affected countries and the international community combined, as a joint UN/World Bank study shows. We strongly welcome that the Secretary-General made prevention his first priority. In line with recent milestone reports and as reflected in the reform of the United Nations peace and security pillar, we strongly welcome the Secretary-General's recommendations for a renewed focus on the primacy of politics, prevention and mediation.

Second, our delegations welcome **a more systematic integration and expansion of programmatic activities in peacekeeping operations.** We encourage the Secretary-General to ensure their effectiveness and policy coherence in order to further enhance their impact. We also welcome the Secretary-General's proposals to **strengthen environmental management in peacekeeping operations.** Full compliance with the 'do no harm' principle advocated under the long-term environmental strategy put in place for all field missions must be a priority.

Third and finally, our delegations are dismayed by the high number of allegations of **sexual exploitation and abuse in the context of field missions** as well as the persistent recurrence of the most egregious forms of such acts. We welcome the Secretary-General's commitment to combat sexual exploitation and abuse and his steps taken in this regard. However, more must be done. Prevention, accountability and investigation as well as support to victims must be priorities. We share the concern expressed by the ACABQ and note with concern that the Secretariat still does not have a truly system-wide approach across all United Nations entities to addressing sexual exploitation and abuse. Additional efforts must be made through the Chief Executives Board for Coordination to ensure consistency and coherence in this regard. In addition, we note with concern the lack of a common platform and established mechanisms for ensuring that all databases and offices share the same information in a timely manner and encourage the Secretary-General to act swiftly to improve this situation.

Mr Chairman,

Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations of this agenda item.

Thank you, Mr Chairman.